

COMMUNIQUE DE PRESSE

26 JUIN 2023

Le crack au Brésil : marchés, scènes ouvertes et réponses publiques

A l'occasion de la journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues, l'[Observatoire français des drogues et des tendances addictives \(OFDT\)](#) publie le 16^{ème} numéro de *Drogues, enjeux internationaux* sur la situation sociale et politique du Brésil face au crack. Ce numéro présente un état des recherches de deux chercheuses en sciences sociales, Julie Costa et Taniele Rui, qui s'intéressent à l'émergence de la consommation de crack dans ce pays et à la construction de ce problème en enjeu d'action publique.

Hub principal de la circulation de cocaïne vers l'Europe compte tenu de sa position stratégique dans le continent sud-américain, entre les principaux pays producteurs de cocaïne et les grands marchés mondiaux, le Brésil et ses réseaux criminels se sont progressivement imposés comme des acteurs majeurs dans la chaîne d'approvisionnement de ce psychostimulant. En parallèle, le pays assiste au développement d'un marché local tourné vers l'offre du crack, qui désigne au Brésil un produit obtenu directement à partir de la pâte de coca séchée et/ou de la cocaïne-base, à l'inverse du crack diffusé en Europe qui renvoie à de la cocaïne basée obtenue par la transformation du chlorhydrate de cocaïne. Ce phénomène est particulièrement visible du fait des scènes ouvertes de consommation de crack, à l'image de Cracolândia, scène ouverte dans le quartier Luz au centre de São Paulo, et centré sur les fractions les plus précaires de consommateurs. Quelles sont les réponses publiques face aux trafics, aux usages et aux défis sanitaires ?

Les auteures montrent comment les usages et les trafics de crack ont progressivement été constitués en problème social puis en enjeu politique. Loin d'un consensus sur les modalités de prise en charge des usagers, estimés à 370 000 en 2012¹, les propositions politiques et thérapeutiques promues s'avèrent tributaires de l'environnement politique et de la conjoncture économique au Brésil, depuis les prémices de l'implantation du crack en 1990 jusqu'à aujourd'hui.

A la faveur d'une forte médiatisation, le crack s'est imposé comme une question de santé publique sous la première présidence de Luiz Inácio Lula da Silva au milieu des années 2000. L'objectif était alors la prévention de l'usage, le traitement et la réinsertion sociale des usagers, ainsi que la lutte contre le trafic de crack. Cette période a été marquée par la multiplication du nombre de consommateurs précaires et la propagation de scènes ouvertes de drogues notamment dans les centres urbains. Ces espaces de consommation hétérogènes ont fait l'objet de fréquentes interventions des forces de l'ordre, sans pour autant disparaître des villes brésiliennes.

Dans ce contexte, le crack est devenu alors un enjeu central de la campagne présidentielle de 2010. Dilma Rousseff, qui accède à la présidence du Brésil en 2011, met en place un plan national ambitieux et controversé, au sein duquel se sont cristallisées les oppositions entre les structures de réduction de risque et les communautés thérapeutiques. Pour la plupart structurées autour de l'exigence de l'abstinence, de l'hospitalisation prolongée, de l'éloignement familial et communautaire et de l'utilisation de rituels religieux

¹Selon la *Secretaria Nacional de Políticas sobre Drogas*, entité chargée de la politique de drogues au sein du ministère de la Justice et de la Sécurité publique.

comme ressource thérapeutique, ces dernières seront décriées dans l'arène politique nationale et souvent accusées de violation de droits humains. Ce débat, compte tenu du caractère décentralisé de la politique brésilienne des drogues, s'est aussi retrouvé à l'échelle des États qui composent la Fédération, comme en témoigne le cas de São Paulo. Alors que le gouvernement de l'État de São Paulo privilégiait le financement de places dans des communautés thérapeutiques, des initiatives plus axées sur la réduction des risques ont été mises en place entre 2013 et 2016 avant d'être démantelées suite au changement d'orientation politique de la gestion municipale.

En dépit de ces oppositions politiques et thérapeutiques, les chercheuses montrent que la mise en agenda de la question du crack à l'échelle nationale a contribué à renforcer les dispositifs de soin à l'attention des populations consommatrices de drogues. Le bilan de l'action publique menée dans ce domaine s'est révélé cependant bien plus limité et ciblé que prévu, loin des besoins réels des territoires et des usagers concernés par la consommation de crack. Le second mandat particulièrement instable de Dilma Rousseff (2015-2016) inscrit au second plan la question du crack, témoignant une fois de plus du caractère conjoncturel de la politique des drogues brésilienne. Le tournant conservateur de 2016 et l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro déclassent la question du crack et des drogues comme enjeu prioritaire de l'action politique de santé. Les dépenses annuelles directes dans en matière des drogues sont divisées par cinq et la redistribution des ressources se fait en faveur du ministère de la Justice au détriment du ministère de la Santé. Les communautés thérapeutiques deviennent le principal dispositif de lutte contre les addictions.

En 2022, la réélection de Luiz Inácio Lula da Silva semble marquer un nouveau cap vers une politique des drogues plus engagée en faveur d'une approche citoyenne, réformiste et orientée vers la réduction des risques. Ce panorama laisse entrevoir non seulement un retour de la question du crack à l'agenda du gouvernement fédéral mais aussi la recomposition politique dans l'arène d'acteurs protagonistes en la matière.

Pour en savoir plus : [*Drogues, enjeux internationaux – Le crack au Brésil : marchés, scènes ouvertes et réponses publiques*](#)

Contact presse :

Esther Thiry

esther.thiry@ofdt.fr ou com@ofdt.fr

06 70 25 91 42